

Sénégal : un exemple de démocratie participative : AUPEJ

Actions utiles pour l'enfance et la jeunesse (AUPEJ) est née à Tivaouane dans la région de Thiès en 1993. Tivaouane (ville sainte du Tidjanisme) est à 92 km de Dakar, la capitale, dans un département de 3 500 km² avec plus de 50 km de côte. Sa population est estimée à plus de 50 000 habitants. Ses principales activités sont : l'agriculture, l'élevage, la pêche (Mbour), l'extraction des phosphates (Taïba), l'industrie chimique (ICS). Tivaouane regroupe une vingtaine de quartiers dont Fogy qui abrite le siège social d'AUPEJ.

Ndimbèl na ca feek loxal borom
(l'appui vient dans l'effort).

Réinventer le présent pour construire d'autres futurs

Dans les années 90, alors que les nations civilisées faisaient de l'éducation et la formation du citoyen leur cheval de bataille, le Sénégal, sous l'injonction du FMI et de la Banque mondiale se désengageait de l'école. Cette démobilisation s'est traduite par le non-renouvellement du personnel enseignant et la réduction du budget alloué aux institutions scolaires ; par le recrutement d'enseignants volontaires sous-payés et sans aucune garantie sociale. La grogne des syndicats enseignants et étudiantins aboutit à deux années blanches (1) sans

pour autant infléchir cette politique qui préfigurerait la libéralisation des services scolaires européens. La conséquence de ce désengagement fut l'augmentation des classes à double flux avec des effectifs pouvant aller jusqu'à 60 élèves par classe. Inévitablement le taux brut de scolarisation baisse. Il était en 1988-89 de 57,3 %,

il n'est plus qu'à 54,3 % en 1992. Un enfant sur deux a accès à l'école. Une fille sur trois est scolarisée. Un enfant sur trois franchit le cap de l'enseignement moyen. Le taux d'analphabétisme des 15-55 ans est de 73 %.

Face à cette crise qui affecta en premier les couches sociales les



plus défavorisées, à Tivaouane des hommes et des femmes de tout âge se sont organisés en association dénommée Actions utiles pour l'enfance et la jeunesse (AUPEJ). Forts du concept cher à Michel Authier « personne ne sait tout mais tout le monde sait quelque chose » des enseignants, des éducateurs, des élèves, des étudiants et des femmes au foyer décidèrent de mutualiser leur savoir, savoir-faire et leur disponibilité pour faire reculer l'ignorance, la pauvreté et le fatalisme populaire.



Qu'est-ce qu'AUPEJ ?

Vaincre la déviance, prévenir la délinquance et/ou toutes les formes de dépravations sociales chez les enfants et les jeunes. C'est autour de cette idée force que s'articulent toutes les activités et initiatives menées.

AUPEJ, née du secteur social informel a tiré profit de ses fondations. Cette association œuvre pour la mise en place d'un système socio-éducatif de prévention contre les fléaux sociaux contemporains : analphabétisme, déperdition scolaire, drogue, prostitution, délinquance juvénile, sexualité négative, maternités rapprochées, maltraitance, marginalisation des enfants, chômage et exode féminin.

Elle s'appuie sur un réseau communautaire. Elle n'a pas présenté des outils sociaux et culturels clé en main aux habitants mais les a construits avec eux. Ce

PROCESSUS D'ORGANISATION DES DYNAMIQUES POPULAIRES

1993 : Organisation de vacances, classes de chants et de jeux tirés du patrimoine africain. De 27 à 100 enfants ont participé à ces activités. Ces activités étaient ponctuées par des séances de forums, de média culture d'animation par le journal. Des séances de soutien scolaire sont organisées. Les activités d'AUPEJ se déroulent dans la rue, les arrières cours ou des locaux mis à disposition par les familles. Toutes ces actions s'appuient sur le wolof, la culture populaire (intervention de femmes sculptrices, griottes...).

1994-95 : Ralentissement des activités dû au départ des animateurs à Dakar : la plupart sont de jeunes chômeurs qui « s'exodent » pour travailler. La dynamique est reprise par les jeunes du quartier Fogny qui mettent en place des activités : préparation à l'entrée en 6e théâtre, formation, programme d'hygiène, tournoi de football. Une classe maternelle est animée par une équipe de femmes qui se relaient devant les enfants.

De 1993 à 1996 : des cours de couture se déroulent dans une pièce louée à la mairie : création d'une coopérative d'achat et une de production. Cette dernière ne pourra aboutir par manque de moyens. Les projets de micro-entreprise bois-fer restent dans les limbes fautes d'animateurs bénévoles.

1997 : Élection des membres du bureau, jusqu'ici AUPEJ ne fonctionnait qu'en forum. Poursuite des activités malgré le turn-over important des encadreurs et le manque de locaux. Création de la caisse de crédit des femmes dont les difficultés de gestion empêchent le développement. Cette banque octroie des prêts à un taux réduit et à long terme à toutes celles qui veulent se lancer dans le commerce. Ouverture d'ACPES, collège-lycée autogéré scolarisant les jeunes évincés du système scolaire formel.

1998 : Grâce à la solidarité internationale construction d'un local, rémunération ponctuelle des animatrices, création d'une bibliothèque, d'un espace informatique, d'une garderie. Programme élaboré avec les parents et les familles. Soutien scolaire plus sérieux. Grande instabilité de fonctionnement dû à la précarité des situations des formatrices et animatrices.

1999 : Intégration d'AUPEJ au programme de l'éducation alternative coordonné par ENDA (Environnement et développement du tiers monde).

2000 : création de la mutuelle des femmes (la seule de tivaouane) pour pallier l'absence de protection sociale. L'agrandissement des locaux scolaires stabilise les cours de formation professionnelle des jeunes filles et l'alphabétisation des femmes.

2001 : Les cours d'alphabétisation s'ouvrent en se déplaçant aux femmes des autres quartiers.

DOSSIER

travail préparatoire est émancipateur dans la mesure où les populations apprennent à lire leur environnement, s'approprient des besoins réels et tentent d'y répondre de façon autonome. En effet AUPEJ coordonne la vie associative alternative et participe à l'éclosion de pratiques sociales ou économiques émancipatrices. A la fois but et moyen, cette autonomie demande du temps, découle de tâtonnements, de mise en synergie très éprouvantes pour la collectivité et les personnes.

La lutte pour imaginer des solutions à des problèmes sociaux urgents est entravée par les difficultés économiques, les lourdeurs administratives.

La stabilisation de ces espaces éducatifs devient donc un enjeu social non seulement pour l'émancipation présente des participants mais pour la pérennisation d'espaces collectifs alternatifs. Pour créer, il faut du temps et de l'avenir !



De la survie... à l'alternative sociale

C'est ainsi qu'à la rentrée scolaire de 1993 au cœur même du quartier Fogny plus de 150 jeunes firent leur apprentissage de la lecture, de l'écriture en même temps que des techniques manuelles qui répondaient le plus souvent à leurs besoins les plus immédiats à savoir acquérir un savoir-faire minimum requis pour s'insérer dans le tissu socio-économique et se réaliser comme être humain recouvrant sa dignité par le travail. Apprendre et



se former aussi pour devenir un citoyen à part entière prenant part à toutes les décisions politiques et sociales le concernant. Voilà pourquoi des programmes de grandes envergures sont élaborés (voir encadré).

Il nous plaît de rappeler que tous les acteurs-bénéficiaires de ces programmes ont pris part à l'élaboration de leurs contenus lors des « fora » de quartiers. Ces instances de discussion, de confrontation d'idées et de prise de décisions auxquelles tous les habitants du quartier sont conviés, c'est en un mot un véritable laboratoire de démocratie participative. Toutes ces structures concourent à impulser de nouvelles formes de solidarité pour lutter contre la pauvreté et les logiques d'exclusion.

Depuis son implantation AUPEJ a contribué efficacement à juguler la violence dans le quartier. Dans toutes les cités du monde que ce soit à Bronxville (USA) à Epinay (France) ou à Yeumbeul (Sénégal) tant qu'il y aura des jeunes exclus ou abandonnés à eux-mêmes parce qu'ils sont arabes, noirs ou

simplement fils d'immigrés il y aura de la violence. Et la criminalisation de toutes les formes d'expression de la misère : prostitution mendicité, squat n'y pourra rien changer. « Une crise, écrivait Hannah Arendt ne devient catastrophique que si nous y répondons par des idées toutes faites c'est-à-dire par des préjugés. Non seulement une telle attitude rend la crise plus aiguë mais encore elle nous fait passer à côté de cette expérience de la réalité et de cette occasion de réfléchir qu'elle nous fournit. »

A Tivaouane, au mois de juin 2003 les habitants du quartier Fogny d'un commun élan souffleront les dix bougies de l'existence d'AUPEJ tout en continuant à réfléchir sur la crise scolaire, économique et sociétale pour impulser de nouvelles alternatives éducatives et sociales.

Amadou Ka
Membre de l'AUPEJ

(1) Grève illimitée accompagnée du refus de faire passer des examens.